



Munich Personal RePEc Archive

Does the government instability has an impact on the economic growth?

Izu, Akhenaton and Motanda, Verlin

University of Kinshasa

14 April 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/67802/>
MPRA Paper No. 67802, posted 10 Nov 2015 14:22 UTC

Quid de l'instabilité gouvernementale sur la croissance économique ?

Akhenaton Izu et Verlin Motanda

Email : akhenatonizu@gmail.com

verlinmotanda@gmail.com

Université de Kinshasa

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Résumé : La réalisation de ce travail est partie du souci majeur de démontrer que l'instabilité gouvernementale en durée et en taille constitue une pesanteur pour la croissance économique et le développement de la RDC. D'un point de vue théorique, l'instabilité gouvernementale passe par « l'effet de retard et l'effet de rupture » pour influencer la croissance économique. Sur le plan de la méthodologie, ce papier a exploité l'approche économétrique et précisément la méthode de variables instrumentales. Il découle de ces analyses qu'à chaque remaniement, la RDC voit sa croissance diminuée de 0.98%, la valeur ajoutée de l'industrie en % du PIB diminue de 0.19% pendant que les recettes se dégringolent à concurrence de 350 millions d'USD tandis qu'une relation positive a été décelée entre la durée moyenne d'un Gouvernement, les IDE nets en % du PIB et la valeur ajoutée de l'industrie.

Mots clés : Instabilité Gouvernementale, Investissement, Risque, Variables instrumentales

Does the government instability has an impact on the economic growth?

Abstract: The carrying out of this paper came from the main problem which consists to demonstrate that the government instability, in duration and size, is a gravity for the economic growth and DRC development. Theoretically, the government instability goes through “the delay effect and the breaking effect” in order to affect the economic growth. Concerning the methodology, this paper has used an econometric approach and precisely instrumental variables method. It results from this analysis that to each cabinet reshuffle, DRC sees its economic growth decreased of 0.98%, the added value in percentage of GDP decreases of 0.19%, while public revenues are sharply up to a limit of 350 million dollars. Nevertheless, a positive relationship was detected between the average duration of a government, net foreign direct investment in percentage of GDP and the industry added value.

Keywords: Government instability, Investment, Instrumental variables, Risk.

JEL Classification: C26, D81, E22, H10.

@akhenatonizu: I certify to have a right to publish this document.

INTRODUCTION

La pauvreté rampante du peuple congolais à un taux de 74,4% en 2013, son analphabétisme criant et son insécurité alimentaire exigent, de la part du Gouvernement congolais, les réformes structurelles tant politiques qu'économiques, lesquelles sont permissives de la croissance économique et du développement. Du point de vue politique, les réformes peuvent porter sur l'organisation des élections, la mise en place de la bonne gouvernance ou de la décentralisation. C'est également le cas du sphère économique où la diversification de l'économie, l'éradication du secteur informel, la promotion des petites et moyennes entreprises en vue de promouvoir l'émergence d'une classe moyenne et la promotion de l'industrie agroalimentaire s'imposent en tant que réformes.

En fait, la mise en place de toutes ces réformes toutes aussi politiques qu'économiques nécessite un Gouvernement stable et constitué des hommes compétents et de bonne volonté. Certains auteurs à l'instar de Brunetti(1997) épousent l'idée jusqu'à affirmer que l'existence d'un gouvernement stable est une condition nécessaire d'une croissance soutenue à long terme car, estime Brunetti, pour mettre en œuvre les réformes sus mentionnées, le pays a besoin d'un Gouvernement stable s'appuyant sur une majorité parlementaire homogène. Le cas du Japon qui a réalisé de performances économiques considérables suite à la stabilité politique –la permanence au pouvoir de 1960 à 1993 d'un seul et même parti politique-qui y régnait est un exemple illustratif.

Il s'ensuit que dans une vision beaucoup plus globalisante, ladite stabilité doit s'épandre à toutes les institutions de la République (Armée, Parlement, Gouvernorats, Mairie, Cours et Tribunaux, etc.) afin que de cette stabilité ressortent la croissance et le développement économique à long terme. Malheureusement, force est de constater que toutes les tentatives de réformes politiques amorcées par la République Démocratique du Congo n'ont nullement eu comme objectif de promouvoir le développement socioéconomique du pays. Au contraire, la propulsion des intérêts privés reste le mobile principal de tous les bouleversements tant politiques, économiques que militaires qui ont eu lieu dans ce pays. Pour preuve, les tentatives de réconciliations politiques telles que la Conférence Nationale Souveraine, les accords de Sun City, la transition politique de 1+4 se sont soldé par le partage du pouvoir. La logique reste la même quant à ce qui concerne les différents remaniements ministériels observés depuis toujours en République Démocratique du Congo.

Perçu comme un partage du gâteau, le remaniement ministériel est à l'origine de moult effervescences aussi bien politiques qu'économiques. Politiquement parlant, le remaniement ministériel est à l'origine des mécontentements qui conduisent souvent à des troubles sociaux ou même quelques fois à des guerres. Avant les élections, plusieurs pactes

sont signés entre différents partis politiques en vue de la majorité parlementaire. Malheureusement, le respect de ces accords pose problème et le remaniement ministériel se révèle être la principale boîte de pandore d'où s'échappent tous les maux et toutes les luttes politiques entre plusieurs partis. A en croire Jean Omasombo et Noel Obotela (2006), le départ de six ministres de l'opposition dont José Endundo (Travaux Publics et Infrastructures), Joseph Olenghankoy (Transports et Communication), Joseph Mudumbi (Enseignement supérieur et universitaire), Roger Lumbala (Commerce extérieur), Eugène Diomi (Mines) et Jean-Pierre Kalema (Énergie) dans le cadre du remaniement ministériel du 3/01/2005 par le Président de la République a été à l'origine des protestations de la part du Mouvement de la Libération du Congo qui ont empoisonné le climat économique-social.

L'armée n'est pas non plus exempte de toutes les revendications malgré la discipline qui est censée animer tous ces éléments. En effet, l'absence de trois officiers généraux et supérieurs de la composante RCD/GOMA notamment Laurent Nkundabatware lors de la mise en place de l'Etat-major intégré des Forces Armées de la République Démocratique du Congo le 05/09/2003 a été couronnée d'un mécontentement sans précédent au point qu'en mai 2004, les hommes de Nkundabatware et Mutebisi avaient attaqué le Nord-Kivu. Cette guerre atroce a occasionné le pillage des ressources naturelles de l'Est du Congo, le viol des femmes congolaises, le déplacement et la paupérisation de beaucoup de familles, le gonflement des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales et d'infrastructure. Ce phénomène de guerre a accaparé l'actualité, l'énergie et la concentration du peuple congolais, il a facilité la fuite des capitaux et elle a détruit toutes les perspectives de reprise économique car dégradant la cote de la République Démocratique du Congo quant à la viabilité des affaires.

L'objectif de ce papier est de démontrer que l'instabilité gouvernementale en durée et en taille constitue une pesanteur pour la croissance économique et le développement de la République Démocratique du Congo.

La réalisation de cet article a exigé son organisation en deux sections : la première section décrit les aspects tant historiques que théoriques de l'impact du remaniement ministériel sur la croissance à long terme et l'analyse empirique et l'élaboration des suggestions feront l'objet de la deuxième section.

Section I: Instabilité gouvernementale et croissance économique : aperçu historique en RDC et impact sur la croissance

I.1. Aperçu historique de l'instabilité gouvernementale en RDC

Devenue indépendante en 1960, l'évolution de la jeune démocratie a été couronnée par l'immaturation politique, les coups d'Etat, les sécessions, les guerres multiformes. Tous ces maux ont accouché la misère, la faiblesse des institutions, la prédation et le bradage des ressources naturelles autoentretenus. En somme, l'on constate que 54 ans après l'indépendance, la RDC a effectué plus de 57 remaniements, on dirait plus d'un remaniement par an et la durée moyenne par gouvernement remanié est de 7,5 mois. Une telle instabilité gouvernementale a été accompagnée par un taux de croissance économique annuelle de 0,56% par an.

Cependant, pour mieux cerner les spécificités de chaque régime, l'analyse sera menée selon les périodes ci-après : 1960-1965 : Règne du Président Kasavubu ; 1965-1997 : ère Mobutu, 1997 à nos jours : ère Kabila.

a. Règne du Président Kasavubu

Cette période de 1960-1965 a été caractérisée par l'absence d'un leadership fort et imposant, et ainsi une instabilité gouvernementale sans pareille à telle enseigne qu'en 5 ans, 5 Premiers Ministres ont défilé et 10 remaniements ont été entrepris. En plus, les guerres de sécession du Katanga et du Kasai, et le conflit permanent entre le Parlement d'obédience lumumbiste et l'Exécutif d'obédience de Kasavubu ont gangrené le climat économique au point de réaliser un taux de croissance de -11% en 1961.

b. Règne du Président Mobutu

L'arrivée au pouvoir du Maréchal Mobutu a stabilisé, tout à son début, la situation politique et militaire en RDC. Un Conseil Exécutif, jouant le rôle du gouvernement, a été mis en place en vue d'assurer la gestion quotidienne du pays. C'est ainsi que de 1965 à 1986, la situation politique est demeurée stable avec 14 remaniements en 21 ans. La situation économique se détériorant petit à petit, la popularité du Président a été comme cela sérieusement dégringolée, et ce dernier était enclin à changer de gouvernements en vue de remonter sa cote de popularité. Malheureusement, cela va ouvrir la porte à la **décennie noire** (il s'agit de la décennie 1987-1997 qui a été caractérisée par l'hyperinflation avec un taux d'inflation atteignant 9797% en 1994, et une dépression sévère) qui s'est accompagnée des guerres multiformes, des pillages, de l'hyperinflation, etc. En effet, tous ces maux ont conduit le Président de la République à rechercher un gouvernement salutaire, c'est ainsi que défileront 19 remaniements entre 1987 et 1997 avec des gâchis tels que le Gouvernement

Mungul Diaka qui ne dura que 24 jours (soit du 1^{er} novembre 1991 au 25 novembre 1991) et celui d'Etienne Tshisekedi qui dura 7 jours (2 avril 1997 au 9 avril 1997). C'est également pendant cette période que la RDC a réalisé plus de 8 ans de récession.

c. Ere Kabila

La prise du pouvoir par l'AFDL menée par Laurent-Désiré Kabila a été un tournant décisif dans l'histoire du pays après 32 ans de dictature instaurée par le Maréchal Mobutu. Mu par l'immaturation politique et par l'amateurisme, le Président Kabila (père) a dû effectuer 6 remaniements en 4 ans dont 3 durant sa première année. Contrairement à ce que bien de gens peuvent s'imaginer, les performances économiques de cette sous-période de gestion (L-D Kabila) ont été les plus médiocres de toutes avec un taux de croissance moyen de -4,1%.

Assassiné le 16 janvier 2001, Laurent-Désiré Kabila a été succédé par son fils Joseph Kabila. Ce dernier va négocier avec les seigneurs de guerre, qui occupaient la partie nord et est du pays dans le cadre du dialogue inter congolais à Sun City en 2002. Ces pourparlers vont conduire à une stabilité politique obtenue au prix d'un gouvernement de transition connue sous le nom de 1+4 : un Président qui est secondé par quatre vice-présidents. Pendant cette période, le remaniement ministériel visait le partage du gâteau en vue de calmer les tensions et les luttes congolo-congolaises. C'est ainsi que 7 remaniements ont été effectués durant la période de transition. Après les élections de 2006, le pays a retrouvé une stabilité gouvernementale mais de temps en temps, les partis politiques membres de la Majorité Parlementaire, visant leur propre intérêt, influent toujours pour de remaniements ministériels inopportuns. Les concertations nationales organisées en 2013 ont, elles aussi, été sanctionnées par un remaniement formant ainsi le gouvernement d'union nationale. Fort de cette stabilité, la République Démocratique du Congo n'a effectué que 6 remaniements en 8 ans et a réalisé un taux de croissance moyen de 6,2%. L'histoire politique de la République Démocratique du Congo nous enseigne bel et bien qu'il y a une relation négative entre l'instabilité gouvernementale et la croissance économique mais pour plus de rigueur, interrogeons avant tout la théorie économique à ce propos.

I.2. Incidence du remaniement sur la croissance et le bien-être : cadre théorique

Le résultat fondamental des théories modernes de croissance est que la croissance économique est endogène au système économique c'est-à-dire que la croissance économique dépend du comportement des agents économiques-principalement l'Etat- à l'intérieur du système économique. Ces modèles prennent en compte les externalités positives qui ont été oubliées dans les modèles de croissance exogène (modèle de Solow), ce qui conduit à ce que les facteurs de production aient des rendements marginaux non-décroissants. Ainsi, les liens entre l'investissement en capital humain, les efforts de recherche

et développement, les dépenses publiques d'infrastructures et la croissance économique ont été mis en exergue.

Mais suite à l'incomplétude de ces théories, certains auteurs ont analysé la relation existant entre les institutions et la croissance. En effet, le rôle des institutions dans le développement économique n'est plus à démontrer car la croissance économique et l'amélioration du bien-être ne sont que le fruit d'une organisation politique et administrative efficace. C'est ainsi que Reynolds, dans son ouvrage intitulé : **The Spread of the Economic growth to third World** (1850-1999), a conclu que le principal facteur explicatif de la croissance à long terme, dans les pays du Tiers-Monde, est l'organisation politique et la compétence administrative du Gouvernement.

C'est d'ailleurs cet aspect des choses qui semble être oublié par les institutions financières internationales lors de la formulation des différentes politiques qu'elles proposent. Elias Gannage(1966), quant à lui, a stigmatisé le fait que si les réformes économiques échouent souvent, c'est parce que très peu d'attention est accordée à l'aménagement des Institutions. Toujours dans une même visée Daron Acemoglu(2003) cite la faiblesse des institutions parmi les causes profondes de la pauvreté.

Dans le mot « **institution** », il y a une composante économique, politique, culturelle et sociale. North(1990) définit les institutions comme étant l'ensemble des règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines. Ainsi pour saisir la qualité des institutions, la fondation Héritage retient 10 critères tels que cités par Brahim El Morchid(2010) : **la liberté des affaires** (nombre, rapidité et coûts des procédures), **la liberté du commerce** (obstacles tarifaires ou non au commerce), **la liberté fiscale** (poids des impôts et taxes), **la taille du gouvernement** (poids des dépenses publiques), **la liberté monétaire** (contrôle des prix/niveau d'inflation), **la liberté d'investissement** (degré de restrictions sur les flux de capitaux internationaux), **la liberté financière** (restrictions sur les services financiers, les difficultés d'opérer dans le domaine bancaire, etc.) , **les droits de propriété** (influence du gouvernement sur la justice, non-respect du droit de propriété, expropriations, etc.), **la corruption** (l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international) et **liberté du travail** (salaire minimum, degré de contrôle du gouvernement sur les marchés du travail, etc.). Quant à ce qui concerne les institutions politiques, il convient de noter que la démocratie, la stabilité gouvernementale et la décentralisation sont les principaux indicateurs d'une bonne organisation politique.

Soulignons par ailleurs que le poids des institutions politiques l'emporte plus que les composantes économiques et sociales sur les performances économiques en vertu du principe **de centralité du politique** selon lequel les tissus économique et social d'un pays ne sont que le reflet de l'organisation politique en vigueur(Lombeya,2009). Ainsi, l'on observe

que les pays qui sont caractérisés par une instabilité politique criante réalisent de piètres performances économiques.

Notons que, le terme instabilité politique est tellement ambigu et complexe qu'il impose une spécification théorique.

a. Concept de l'instabilité gouvernementale

Pour éviter tout amalgame, Gouenet(2009) a identifié, dans ce cadre, trois formes d'instabilité politique :

- L'instabilité d'élite ou de l'exécutif qui englobe, coups d'Etat, changements et crises du gouvernement ;
- L'instabilité de masse qui correspond aux mouvements sociaux tels que les grèves, les manifestations ou les émeutes ;
- L'instabilité armée ou violente qui prend en compte la guerre civile, les guérillas et toute action politique violente.

L'analyse de ces trois formes d'instabilité politique serait fastidieuse et c'est ainsi, ce papier se limite à l'analyse de sa première forme et il s'agit à l'instabilité gouvernementale.

Selon Alberto Alesina et al. (1996), l'instabilité gouvernementale est la propension d'un gouvernement à s'effondrer de façon constitutionnelle ou non. Vu sous cet angle, l'instabilité gouvernementale se réfère à plusieurs changements successifs des équipes gouvernementales. Stricto sensu, l'on parle d'instabilité gouvernementale lorsqu'il y a plusieurs remaniements par an, lorsque la taille du gouvernement(en termes de nombres de ministres) varie constamment et lorsque la période d'exercice du gouvernement est très courte (moins de trois ans par exemple).

b. Les incidences politico-juridiques de l'instabilité gouvernementale

Au point de vue juridique, l'instabilité gouvernementale entraîne divers amendements des lois guidant les affaires et les ruptures administratives. Ceux-ci bouleversent le climat des affaires et entraîne des coûts d'adaptation quelque fois élevés pour les entreprises évoluant sur le territoire national.

Au point de vue politique, l'instabilité gouvernementale traduit l'absence d'une vision cohérente au niveau des dirigeants politiques. En effet, étant perçu comme un partage du gâteau, le remaniement est souvent source de plusieurs conflits et de mécontentements entre les partis politiques. Ces mécontentements entre partis politiques peuvent conduire à de guerres qui empoisonnent le climat social du pays. Quelquefois, les remaniements

intempestifs entretiennent la corruption et la mauvaise gouvernance, vu que chacun se sert pour se prémunir du risque de se retrouver mains vides après le remaniement.

c. Les incidences économiques

La stabilité gouvernementale et politique, bien qu'elle ne soit pas au premier rang de théories économiques de l'investissement, est un préalable à l'émergence d'une économie. Elle crée un climat de confiance qui est propice pour les investissements.

Fort de toutes ces influences politiques et juridiques, l'instabilité gouvernementale attise le feu de l'inefficacité économique au sein d'une nation. En effet, l'instabilité gouvernementale entraîne ce que nous appelons « **un effet retard et un effet rupture** ». Il y a « **effet retard** » lorsque l'instabilité gouvernementale imprime une incertitude sur les politiques économiques, ce qui nourrit les anticipations négatives des agents risquophobes et les poussent à retarder voire à annuler les décisions d'Investissement, de consommation ou d'épargne. Cet effet se propage par la fuite des capitaux et la fuite des cerveaux vers des pays plus stables ralentissant ainsi la croissance économique. Outre cela, l'instabilité gouvernementale entraîne de ruptures dans la poursuite de certaines politiques économiques. Ce cas est beaucoup plus criant en Afrique où chaque Ministre vient avec ses projets, avec sa façon de faire délaissant par le même fait les politiques poursuivies par son prédécesseur, il s'agit là de « **l'effet rupture** ».

L'instabilité gouvernementale s'accompagne également des querelles de procédures qui empoisonnent le climat des affaires. Ce fut le cas avec le contentieux du pétrole qui a opposé l'Ouganda à la République Démocratique du Congo. En effet, les deux pays ont consentis, en 2006, à attribuer des contrats d'exploration et d'exploitation sur les blocs I et II du côté congolais et I, II, III du côté ougandais du lac Albert. 5 ans après, l'Ouganda qui était bien organisé et stable était déjà sur le point d'exploiter le pétrole alors qu'en République Démocratique du Congo, les ministres se sont succédé et se sont embourbés dans les querelles de procédure (Modeste Mutsinga, 2010).

Notons également que des processus tels que l'industrialisation du pays, la relance de la production agricole ou la diversification de l'économie requièrent la stabilité des institutions politiques en général et la stabilité du Gouvernement en particulier, en vue de leur réalisation effective. A ce propos, Mokonda Bonza(2015) argue qu'une politique agricole basée sur les cultures pérennes ne peut donner des résultats après cinq à dix ans et dans ce cas, les remaniements ministériels fréquents et intempestifs constituent une contrainte à la réussite de ladite politique.

Sans doute, il est important de savoir que l'instabilité gouvernementale affecte négativement les performances économiques mais aussi la causalité ne parait pas

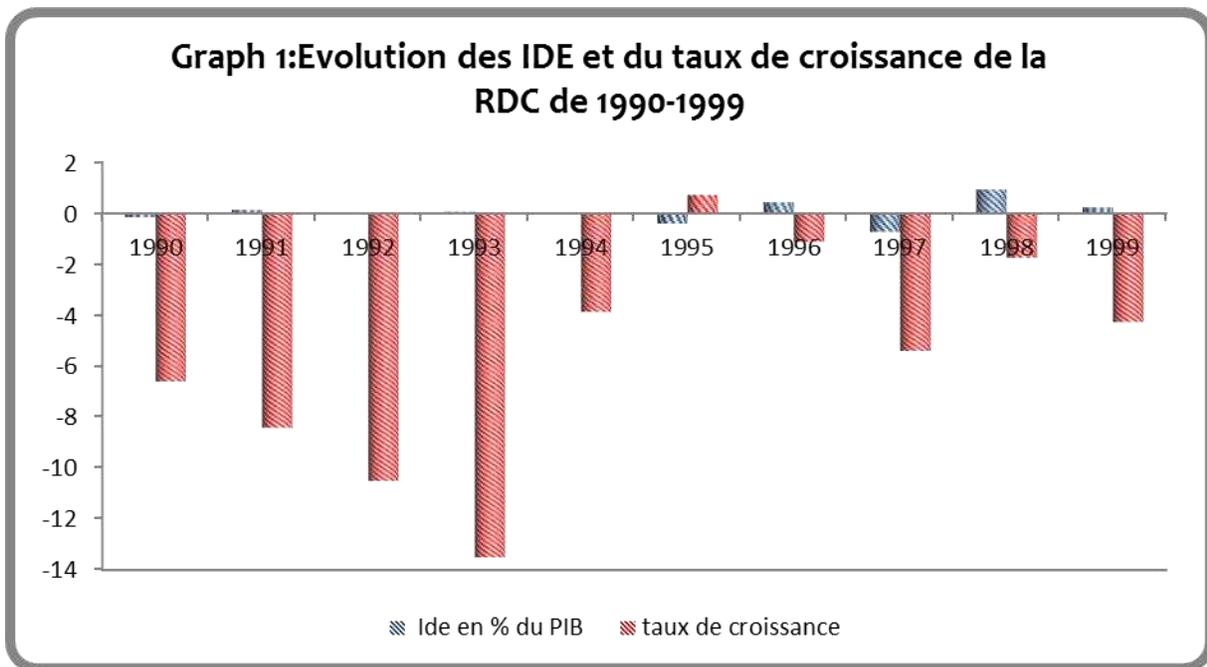
unidirectionnelle car de piètres performances économiques de gouvernements conduisent également à l'instabilité gouvernementale : plus le gouvernement est instable, moins l'économie est performante et moins le gouvernement est performant, plus il y a instabilité gouvernementale.

Section II : Analyse empirique de l'incidence de l'instabilité gouvernementale sur les performances économiques en RDC

a. Analyse exploratoire

Pour rappel, il a été souligné dans ce travail que l'instabilité gouvernementale à travers la fuite des capitaux, la rupture avec de politiques économiques antérieures et la réticence qu'elle génère vis-à-vis des agents économiques averse à une influence négative sur la croissance économique. La RDC n'aurait pas échappé à cette logique, car les deux graphiques ci-dessous comparent l'influence de l'instabilité gouvernementale sur deux périodes différentes, sont éloquentes :

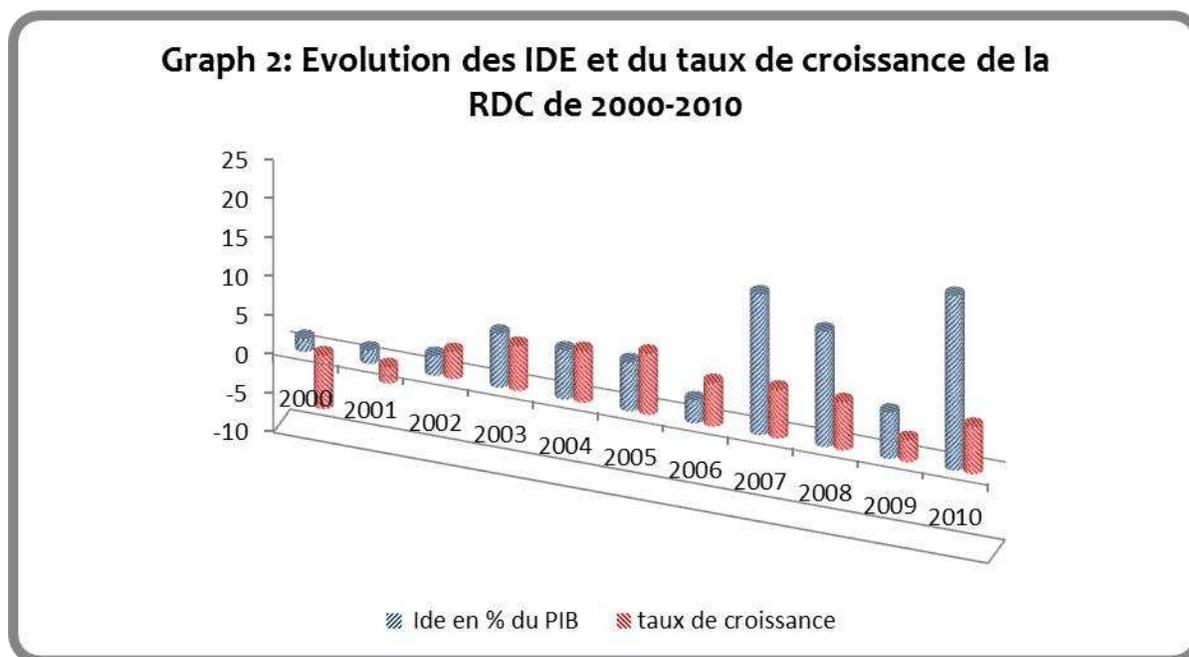
- De 1990 à 1999, le pays vivait dans l'instabilité la plus sévère : étant à la quête des performances économiques en vue de calmer les tensions sociales, 18 remaniements ont eu lieu et ont conduit à une récession sévère et à une fuite des capitaux.



Source : Auteurs sur base de données de la Banque Mondiale

De 2000 à 2010, l'instabilité ayant été presque totalement supprimée, la croissance a repris et le pays a fait d'énormes efforts pour assainir tant soit peu le climat des affaires et est

redevenu une destination privilégiée des IDE en Afrique ainsi que nous illustre le graphique ci-dessous :



Source : Auteurs sur base de données de la Banque Mondiale

Tableau 1: Statistiques descriptives

Variables	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Max	Min
Croiss	33	0.53	5.53	7.20	-13.47
Nbre de Gouv par an	33	2.18	1.13	1.00	6.00
Durée moyenne d'un Gouv	33	0.62	0.18	0.29	1.00
Val ajout ind	33	28.07	6.61	38.23	16.00
Recettes pub	33	905.11	1613.75	7016.00	1.39
Tx d'ouv	33	48.95	12.51	72.57	29.82
IPCOR	33	2.15	0.28	0.76	2.30
IDE nets	33	1.91	3.80	13.30	-1.75

De ce tableau 1, il s'ensuit qu'en moyenne entre 1980 et 2012, la République Démocratique du Congo compte au moins 2 Gouvernements par an, lequel Gouvernement

ne dure qu'en moyenne près de 6 mois. Durant la même période, la croissance économique générée par la RDC n'a été que de 0.53% l'an. Quant à ce qui concerne les investissements directs nets en % du PIB, le pays n'a attiré des capitaux qu'à hauteur de que 1,91% du PIB chaque année.

Une analyse des corrélations entre le remaniement et les autres variables socioéconomiques devrait compléter notre compréhension afin de dégager des tendances, d'où les informations ci-dessus :

Tableau 2: Matrice de corrélation

Variables	Nbre de Gouv par an	Croiss	Val ajout ind	IDE nets	Durée moyenne	Recettes pub	IPCor
Nbre de Gouv par an	1						
Croiss	-0.1863	1					
Val ajout ind	-0.2041	0.7387	1				
IDE nets	0.0218	0.5447	0.4271	1			
Durée moyenne	-0.3461	-0.097	0.147	0.2685	1		
Recettes pub	-0.1105	0.2731	0.1536	0.3472	-0.2406	1	
IPCor	-0.0231	-0.386	-0.1467	-0.6541	0.0716	-0.6715	1

Une analyse approfondie de la matrice de corrélation démontre que, de manière générale, il y a une relation négative entre le nombre de gouvernements par an et la croissance c'est-à-dire plus il y a remaniement, moins il y a croissance. La relation est également négative entre le remaniement et la mobilisation de recettes publiques. Cependant une contradiction apparaît en ce qui concerne la relation entre la durée moyenne du Gouvernement et la croissance : l'on trouve qu'en RDC, plus un Gouvernement dure, moins il y a croissance. C'est ainsi que la relation doit-être vérifiée de façon rigoureuse à travers l'analyse économétrique.

b. Spécification des données et des variables

Les variables qui ont été sollicitées dans ce travail portent sur la période 1980-2012 et sont résumées par le tableau ci-dessous :

Tableau 3: Description des variables

Variables	Description	Unités de mesure	Sources
Croiss	Croissance économique	%	WDI(2014)
Val ajout ind	Valeur ajoutée de l'industrie	% du PIB	WDI(2014)
IDE nets	Investissements directs étrangers nets	% du PIB	WDI(2014)
Recettes pub	Recettes publiques	en millions de USD	Ministère du Budget
Tx d'ouv	Taux d'ouverture	%	WDI(2014)
Tx d'infl	Taux d'inflation	%	WDI(2014)
Créd int brut	Crédit intérieur brut	% du PIB	WDI(2014)
IPcor	Indice de perception de la corruption	unités	Transparency International
Licor	Indice de perception de la corruption	En logarithme	Nos calculs
Dépenses pub	Dépenses publiques	% du PIB	WDI(2014)
Durée moyenne	Durée moyenne d'un Gouvernement	unités	Nos calculs
Nbre de Gvt par an	Nombre des Gouvernements par an	unités	Nos calculs

c. Résultats

Tableau 4. Résultats des tests de stationnarité

Variables	En niveau		En différence première		Conclusion
	ADF	VC (5%)	ADF	VC (5%)	
<i>Nbre de gouv par an</i>	-4,859	-2,980	<i>I (0)</i>
<i>Val ajout ind</i>	-2,453	-2,980	-5.606	-2,983	<i>I (1)</i>
<i>IDE nets</i>	-3,035	-2,980	-----	-----	<i>I (0)</i>
<i>Durée moyenne</i>	-4,365	-2,980	-----	-----	<i>I (0)</i>

Recettes pub -0.723 -2.980 -5.634 -2.983 I(1)

ADF=Augmented Dickey Fuller

VC(5%)= Valeur critique de Mc Kinnon(au seuil de 5%)

Selon le test d' Augmenté Dickey-Fuller, il se déduit de ce tableau que sur les six variables analysés, trois variables sont stationnaires à niveau (il s'agit du Nombre de Gouvernements par an, les IDE nets en % du PIB ainsi que la durée moyenne du Gouvernement) et trois autres deviennent stationnaires en première différence (il s'agit de la Valeur ajoutée de l'industrie en % du PIB et les recettes publiques).

Les estimations, dans le cadre de ce travail, seront faites à l'aide de la méthode de variables instrumentales. Deux raisons ont milité quant à l'utilisation de cette méthode :

- La violation de l'hypothèse d'exogénéité simple selon laquelle le terme d'erreur « μ » doit être indépendante des variables explicatives c'est-à-dire $E(\mu/X)=0$. Cette hypothèse est violée dès que dans un modèle à plusieurs équations une variable endogène figure dans une autre équation comme explicative. Suivant nos résultats, la durée moyenne d'un gouvernement influence la croissance mais la croissance influence également la durée moyenne d'un gouvernement. En effet, plus le gouvernement est performant, plus il réalise la croissance et plus élevée sera sa période d'exercice et vice versa ;
- Les variables qui nous permettent de saisir l'instabilité gouvernementale (Durée moyenne du gouvernement et nombre de gouvernements par an) sont mesurées avec erreur.

Le tableau 5 ci-dessous nous renseigne sur les effets directs de l'instabilité gouvernementale sur la croissance économique tandis que les tableaux 6,7et 8 ci-dessous reportent l'évaluation des effets indirects du remaniement sur la croissance en vue de comprendre les canaux par lesquels l'instabilité gouvernementale affecte les activités économiques d'un pays.

Tableau 3: Effet direct du remaniement ministériel

Méthodes d'estimation: OLS					variable instrumentale (IV)
Variable dépendante: Taux de croissance économique					
Regresseurs	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]
Constante	6.58	-11.23**	-5.46	-6.03	11.724
	(-1.33)	(-2.67)	(-1.37)	(-1.08)	(0.65)
Nbre de Gvt par an	-1.22	-0.583	-0.981*	-0.998	-2.23
	(-0.98)	(0.94)	(-1.81)	(-1.64)	(-1.51)
Durée moyenne	-5.49	-7.44*	-10.73***	-10.702**	-30.77

	(1.41)	(-1.99)	(-3.2)	(-2.68)	(-1.45)
Val ajout ind		0.628***	0.485***	0.465***	0.37**
		(-6.25)	(4.86)	(3.59)	(2.23)
IDE nets			0.578***	0.529*	0.964**
			(3.40)	(2.05)	(2.18)
Tx infl				-0.00009	
				(-0.24)	
Tx d'ouv				0.0268	
				(0.43)	
R ²	0.065	0.60	0.72	0.71	0.49
Obs.	33	33	33	33	32

Note : les valeurs entre parenthèses renvoient aux statistiques de t de student.*seuil de signification : 10% ; **seuil de signification : 5 % ; *** seuil de signification : 1%.Les instruments utilisées sont des variables retardées d'une période.

Tableau 4 : Effet indirect du remaniement

Variable dépendante: IDE nets en % du PIB				
Méthode d'estimation: OLS				Variable instrumentale (VI)
	[1]	[2]	[3]	[4]
Constant	-3.01	-5.90**	-9.75***	2.86
	(0.7)	(-2.33)	(-4.36)	(0.32)
Nbre de Gvt par an	0.44	0.978*	0.68	1.25*
	(-1.65)	(1.96)	(1.63)	(1.75)
Durée moyenne	6.44	8.86***	7.72**	16.13
	(-0.95)	(2.95)	(-4.36)	(1.62)
Croiss		0.44***	0.29***	0.36***
		(4.59)	(3.42)	(3.36)
Taux d'ouv			0.10**	
			(2.63)	
Licor				-6.31**
				(-3.85)
R ²	0.087	0.47	0.63	0.68
Obs	33	33	33	32

Note : les valeurs entre parenthèses renvoient aux statistiques de t de student.*seuil de signification : 10% ; **seuil de signification : 5 % ; *** seuil de signification : 1%.Les instruments utilisées sont des variables retardées d'une période.

Tableau 5 : Effet indirect du remaniement

Variable dépendante: Recettes publiques(en millions d'USD)				
Méthode d'estimation: OLS				Variable instrumentale (VI)
	[1]	[2]	[3]	[4]
Constant	3291.22	2877.98**	-16718.14*	6599.06
	(-1.19)	(2.10)	(1.99)	(1.03)
Nbre de Gvt par an	-314.27*	-237.52	-349.88	54.87
	(-1.72)	(-0.88)	(-1.66)	(0.11)
Durée moyenne	-2764.12**	-2418.9	-2471.09*	3877.42
	(2.47)	(-1.49)	(-1.87)	(0.54)
Croiss		62.79	7.12	21.71
		(1.21)	(0.16)	(0.28)
Taux d'ouv			-31.11	
			(-0.99)	
Licor			-6030.03*	-3799.16**
			(-1.91)	(-3.23)
Dépenses pub			119.88**	
			(2.17)	
R ²	0.10	0.14	0.30	0.10
Obs	33	33	33	32

Note : les valeurs entre parenthèses renvoient aux statistiques de t de student.*seuil de signification : 10% ; **seuil de signification : 5 % ; *** seuil de signification : 1%.Les instruments utilisées sont des variables retardées d'une période.

Tableau 6 : Effet indirect du remaniement

Variable dépendante: Valeur ajoutée de l'industrie en % du PIB					
Méthode d'estimation:OLS					Variable instrumentale (VI)
	[1]	[2]	[3]	(4)	[5]
Constant	28.38***	22.37***	21.39***	18.19***	-7.94
	(5.04)	(5.8)	(5.03)	(4.18)	(-0.22)
Nbre de Gvt par an	-1.02	0.099	0.26	-0.19	2.062
	(-0.92)	(0.13)	(0.32)	(-0.21)	(0.6)
Durée moyenne	3.1	8.12*	9.60*	12.50**	46.77
	(0.46)	(1.77)	(1.82)	(2.52)	(0.98)
Croiss		0.91***	0.99***	1.15***	1.9*

		(6.25)	(5.08)	(5.54)	(1.77)
IDE nets			-0.17	-0.167	-1.11
			(-0.58)	(-0.63)	(-0.81)
Crédit intérieur brut				0.303*	0.56
				(1.88)	(1.28)
R ²	0.05	0.59	0.60	0.69	0.19
Obs	33	33	33	29	28

d. Discussion des résultats

Selon les résultats présentés dans la colonne (3) et (4) du tableau 5, les coefficients associés à la variable durée moyenne d'un gouvernement sont significatifs alors que seul le coefficient associé à la variable nombre de gouvernement par an de la colonne (3) est significatif. Par conséquent, nous pouvons comprendre que les variables nombre de gouvernements par an et la durée moyenne du gouvernement ont une influence négative sur la croissance. En effet, ces résultats nous poussent à affirmer que plus il y a de remaniements par an, moins il y a croissance. Toutefois, un bémol doit être soulevé quant à la durée moyenne d'un gouvernement qui influence négativement la croissance : c'est vrai qu'il est souhaitable qu'un gouvernement dure plusieurs années mais dans le contexte congolais, plus un gouvernement dure très longtemps, plus il développe la corruption et moins il y a croissance.

Par ailleurs, les résultats des tableaux 6,7 et 8 nous enrichissent sur les canaux de transmission de l'instabilité gouvernementale que sont les IDE nets, les recettes publiques et enfin les activités industrielles. En effet, les chiffres recueillis témoignent que la stabilité gouvernementale en termes de durée et la croissance sont de motifs d'attrait des capitaux étrangers tandis que la corruption en décourage. Il en est de même des activités industrielles qui sont plus florissantes lorsqu'il y a moins de remaniement et une stabilité gouvernementale au point d'en conclure qu'un remaniement diminue la valeur ajoutée de l'industrie de 0.19% du PIB. La durée moyenne du gouvernement et le nombre de remaniement par an sont des facteurs inhibiteurs de la mobilisation des recettes en RDC. Ainsi, lorsqu'un remaniement s'opère, le pays perd près de 350 millions d'USD en termes de recettes publiques.

CONCLUSION

Au terme de la spécification théorique et des analyses empiriques menées dans ce travail, l'on peut conclure qu'effectivement, l'instabilité gouvernementale a une influence négative sur la croissance économique. Les canaux de transmission par lesquels passe l'instabilité gouvernementale sont les investissements, la corruption, les recettes publiques et les activités industrielles. A chaque remaniement, la RDC voit sa croissance diminuée de 0.98%, la valeur ajoutée de l'industrie en % du PIB diminue de 0.19% et les recettes se dégringolent à concurrence de 350 millions d'USD. En outre, une relation positive a été décelée entre la durée moyenne d'un Gouvernement, les IDE nets en % du PIB et la valeur ajoutée de l'industrie.

En vue de contribuer à l'amélioration de la situation, quelques suggestions peuvent être formulées :

- La conception du partage du gâteau doit être abandonnée si l'on veut voir notre pays se développer c'est-à-dire que nous devons avoir des Ministres qui répondent au profil des ministères occupés ;
- Nous devons avoir une vision politique cohérente et nous devons éviter de remaniements intempestifs et inopportuns ;
- La stabilité gouvernementale doit être de mise afin de l'efficacité de réformes et des politiques économiques mises en vigueur.

BIBLIOGRAPHIE

Abessolo Y. (2003), Instabilité politique et performances économiques : une évaluation du cas du Tchad, Université de Yaoundé II.

Acemoglu D. (2003), Causes profondes de la pauvreté, Finances et Développement, Juin , p.27-30.

Akagul D. (2005), Démocratie, stabilité politique et développement : analyse du cas turc, CERI.

Alesina A., Ozler S. et Swagel P. (1996), Political instability and Economic Growth, Journal of Economic Growth.

Banque Mondiale (2014), World Development Indicators.

Bofoya Komba, (2013), Notes de cours d'Econométrie, FASEG, UNIKIN.

Brunetti A. (1997), Politique et croissance économique: comparaison des données internationales, Etudes du centre de développement de l'OCDE, Paris.

El Morchid B. (2010), La qualité des institutions constitue-t-elle une barrière à la relance économique ? Application à un échantillon des pays africains, Dar es Salam.

Gannage E. (1966), Institutions et Développement, Paris, P.U.F., p.9

Gouenet M.R. (2009), Instabilité sociopolitique et niveau de l'investissement privé : une évaluation empirique du cas du Cameroun, Les Cahiers du CEDIMES, vol 3 n°1 Nouvelle série, France, pp. 37-50.

Kankwanda Ebul Elang(2007), Notes de cours de théories de la croissance économique, FASEG, UNIKIN.

Kouakou A. (2010), Impact de l'instabilité socio-politique sur les investissements publics et privés en Côte d'Ivoire, Mémoire DESS, Université de Cocody.

Lombeya Bosongo(2009), Notes de cours d'Etat et Système Socio-Economique, FASEG, UNIKIN.

Mokonda Bonza F. (2015), Notes de cours d'Economie politique, FASEG, UNIKIN.

Mutsinga M. (2010), RD. Congo : La République des Inconscients, éd. Potentiel.

North D. (1990), Institutions, institutional change et Economic Performance, Cambridge University Press.

Nyembo Shabani(2014), Notes de cours d'Economie de développement, FASEG, UNIKIN.

Obotela N. et Omasombo J. (2006), La dernière transition politique en RDC.

Omombo A. (2000), Pour une croissance économique durable de la République Démocratique du Congo, éd CEPI.

Telatar F.(2003), Les relations de causalité entre l'inflation, l'incertitude inflationniste et l'incertitude politique en Turquie, Iktisat, Isletme ve Finans, Février, Istanbul, p. 42-51.

Tsasa J.P. et Lokota M. A. (2012), Arbitrage qualité de la gouvernance et la taille du Gouvernement en RDC, Laréq.